

Les Études du CERI
N° 3 - août 1995

**Les groupes islamistes
entre guérilla et négoce**
Vers une consolidation du régime algérien ?

Luis Martinez

Les groupes islamistes entre guérilla et négoce Vers une consolidation du régime algérien ?

Luis Martinez

Des actes de sabotage multiples constituent, parallèlement à la liste des victimes de ce conflit, l'actualité tragique de l'Algérie : destructions de ponts, incendies de wagons, d'hôtels, de véhicules, d'entreprises publiques, d'écoles, de mairies etc. Le compte rendu, décontextualisé, de ces événements par les médias, laisse une impression d'anarchie, de chaos où la finalité des actions des principaux protagonistes, tant l'armée que les deux principales factions islamistes, le GIA et l'AIS, se perd dans une violence nihiliste. L'assimilation de l'opposition armée à des " terroristes " ou à des " hérétiques " par les dirigeants algériens tente d'ordonner ce désordre apparent. La division manichéenne, par les islamistes, de la société algérienne entre " partisans du djihad " et " ennemis de l'islam " s'inscrit dans un registre identique : transformer l'illisibilité politique et religieuse de ces actes en action licite dans le cadre prescrit par le djihad.

Ces représentations extrêmement tranchées, qui ont l'avantage de définir clairement les oppositions, entrent toutefois en contradiction avec l'attitude conciliante de l'opposition armée à l'égard de certains acteurs politiques locaux, pourtant donnés comme ennemis. Il en va ainsi des relations que les maquisards islamistes entretiennent avec les notables locaux de l'intérieur du pays. C'est l'existence d'intérêts communs qui noue ces alliances contre nature. Ce sont encore des considérations d'intérêt qui expliquent le choix par les groupes armés de certaines cibles économiques, dont la destruction, outre qu'elle affaiblit *Tâghout*¹, contribue à l'enrichissement de nouveaux acteurs économiques. Cela ne signifie pas que ces groupes soient de simples instruments de ces nouveaux acteurs : leur objectif se situe ailleurs, dans la prise du pouvoir national ou local. Toutefois, ils composent, au même titre que les notables et les entrepreneurs, avec les ressources locales présentes. L'analyse des trajectoires de ces différents acteurs, notables locaux, maquisards islamistes, groupes armés autonomes, montre qu'en dépit de divergences profondes d'appartenance politique, ils sont unis par une expérience commune, celle de la guerre comme mode d'accumulation de richesses et de prestige.

Pour les " émirs " (dirigeants locaux de maquis et de groupes armés), la guerre de Libération nationale (1954-62) a, certes, permis l'indépendance de l'Algérie, mais

¹ *Tâghout* signifie «tyran» : c'est le pouvoir autoritaire, oppresseur et impie dans le lexique des islamistes.

elle a également contribué à l'enrichissement d'individus, parmi lesquels les notables locaux, qui constituent l'exemple même de la réussite sociale. Parallèlement, ceux-ci perçoivent les maquisards islamistes comme des " moudjahidin parvenus ", qui tentent par le djihad de se constituer, si ce n'est un revenu immédiat, du moins les attributs de la puissance et de la respectabilité dans leur milieu. Ces représentations communes favorisent des arrangements tacites entre acteurs idéologiquement opposés : " émirs " et notables se comprennent sans se connaître. La vision d'ensemble qu'ils véhiculent sur les modes d'ascension sociale les amène davantage à collaborer qu'à s'entre-tuer. A cet imaginaire culturel, commun aux notables locaux et aux maquisards, s'ajoutent, pour certains islamistes et les membres de la corporation des petits² commerçants et entrepreneurs privés, des trajectoires sociales comparables. Dans la Mitidja, le commerçant privé s'oppose, dans son mode d'ascension sociale, au modèle de l'entrepreneur-militaire, tous deux cohabitant dans les mêmes lieux. Là où celui-ci a recyclé dans le secteur privé ses ressources accumulées dans les rangs de l'ALN (Armée de libération nationale), celui-là, en marge des réseaux clientélistes, a su jouer de répertoires divers (communauté algérienne émigrée, ressources politiques locales, solidarité familiale³ etc.) pour mettre en place des circuits commerciaux rentables. Dans leur lutte contre le régime, les maquisards islamistes utilisent ces acteurs économiques et sociaux.

Depuis avril 1994, les accords passés avec le FMI, en libérant les ressources financières issues de la rente et en permettant de contracter de nouveaux crédits, ont alimenté ces circuits commerciaux, sur lesquels se greffe " l'économie de guerre " des islamistes et qui ne sont pas sans effets sur la structuration de la guérilla. Dès lors, on peut formuler l'hypothèse que le programme d'ajustement structurel entrepris par le pouvoir sous la houlette du FMI contribue autant à la consolidation du régime qu'à l'enrichissement de la guérilla, dont l'investissement dans l'économie du négoce, qu'illustre la prolifération de sociétés d'import/export, laisse pressentir, soit un recyclage honorable et rentable de ressources accumulées à la faveur du " djihad " par un certain nombre de " moudjahidin ", soit un investissement en vue d'accroître le budget de guerre des maquisards. En effet, l'analyse du mode de fonctionnement de la guérilla montre comment l'enrichissement du secteur privé, privilégié par l'action gouvernementale depuis 1994, favorise également un accroissement des ressources des maquisards islamistes. De même, la gestion de la violence par les groupes armés (destruction des moyens de transport publics, assassinat de responsables administratifs locaux) développe des formes de monopole dans les secteurs, ô combien rentables, de la distribution et de l'alimentation des petites et moyennes villes situées à l'intérieur du pays.

² Le qualificatif « petit » renvoie ici plutôt aux activités visibles (échoppes, boutiques, ateliers, etc.) qu'à la réalité des ramifications commerciales qui font de ce « petit commerçant » une des réussites économiques de l'Algérie post-coloniale. M'Hamed Boukhobza écrit : « En dépit de la condamnation politique de ce secteur et de l'arrêt des agréments au cours des années soixante-dix, force est de constater sa percée particulièrement vigoureuse : 900 patrons-employeurs à peine en 1954, 8 000 en 1966, et quelque 22 000 en 1980 », dans « Etat de la crise et crise de l'Etat », *El Watan*, 27 juin 1994.

³ Dilali Liabes explique que, parmi les 10 000 micro-entreprises familiales (0 à 4 salariés) recensées en 1980, l'insuffisance des relations avec les banques publiques est compensée par un système bancaire informel « aux règles strictes », avec mise en commun des capitaux au nom des liens de parenté. *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie, 1962-1980*, Alger, CREA, 1984.

Cette hypothèse s'inscrit dans la durée, car elle ne constitue qu'une nouvelle forme tragique de pratiques et de stratégies individuelles et collectives, de vols, de contournement ou de contestation de l'Etat. En 1977, le président H. Boumediène, dans un de ses discours, déclarait : " Ruser pour voler l'Etat semble être devenu la règle, comme si l'Etat était un Etat étranger. Nous devons faire disparaître des mentalités l'idée archaïque du beylicat"⁴. Hier, le vol de l'Etat constituait une forme d'accumulation de richesses, aujourd'hui sa contestation armée en représente-t-elle une autre ? Dans cette perspective, la décadence de l'Etat ne serait qu'une erreur d'optique induite par les pratiques dites de corruption, supposées responsables de l'affaiblissement du régime. Or celui-ci, depuis trois ans, montre ses ressources insoupçonnées aux islamistes et aux observateurs, semblant donner raison à l'analyse de l'Etat en Algérie par J.-C. Vatin : " Quelles qu'aient été les circonstances, les résistances [islamiques] n'ont jamais pu devenir majoritaires et les Etats, « turc », colonial, national, ont toujours réussi à les brider, les annihiler, les récupérer même. Dans cet affrontement d'un siècle et demi, c'est l'Etat qui semble triompher "⁵. Les formes de " criminalisation " analysées dans ce travail annoncent-elles, dès lors, la victoire de l'Etat algérien, engagé en même temps dans un conflit armé et dans des réformes économiques ?

Les ressources de la guérilla islamiste

La lutte pour le monopole de l'extorsion

Toutes les régions et localités de l'Algérie ne connaissent pas la même intensité de violence. Si l'Algérois et une partie du Constantinois sont le théâtre d'affrontements réguliers entre forces de sécurité et islamistes partisans du djihad, d'autres régions, telles que les Aurès, les Hauts-Plateaux, la Grande Kabylie, vivent dans une paix relative. Bien que des groupes armés y soient implantés et certaines routes quasiment désertées, les localités de ces régions ignorent la violence qui sévit dans les villes de la Mitidja (Khemis el-Khechna, Larba'a, Miliana etc.). Toutefois, les véhicules de transport en provenance d'Alger, d'Oran ou d'Annaba, chargés de produits de consommation à destination des petites villes de l'intérieur, sont très souvent soumis au contrôle de " faux barrages " installés par des maquisards islamistes. Traditionnellement, le ravitaillement des villes et villages de l'intérieur s'effectuait essentiellement par la route et les véhicules de transport étaient généralement la propriété de commerçants ou entrepreneurs privés, souvent anciens élus locaux du FLN. Quant aux sociétés publiques de transport, elles approvisionnaient les magasins d'Etat (*souk el fellah*), où les produits étaient meilleur marché, car subventionnés. Depuis le déclenchement du conflit, des changements sont intervenus dans l'approvisionnement

⁴ Révolution africaine, 28 sept.-4 oct. 1977.

⁵ Jean-Claude Vatin, « Puissance d'Etat et résistance islamique en Algérie. Approche mécanique, XIXe-XXe siècles », in *Islam et Politique au Maghreb*, Paris, CNRS, 1981, p. 267.

des petites villes. Dans l'Algérois, le Constantinois et la Petite Kabylie, des maquisards du GIA et de l' AIS tentent de contrôler les grands axes routiers de communication. Après avoir incendié des trains et paralysé des voies ferrées, les maquis islamistes ont rendu impraticable, du fait de l'insécurité liée aux affrontements avec les forces de sécurité, la route de la Corniche qui dessert les villes du littoral. Durant l'année 1993, l'armée a tenté, à plusieurs reprises, de déloger des maquis installés dans la région de Dellys. Bien qu'elle y soit partiellement parvenue, la route du littoral est demeurée une voie peu fréquentée. Les véhicules de transport utilisent, depuis lors, le deuxième grand axe routier, la nationale qui relie Alger à Constantine par Lakhdaria, Bouira et Sétif : ces villes servent de lieux d'approvisionnement pour les petits commerçants des villages et douars environnants. Cet axe routier constitue, depuis 1994, le nerf de la guerre du GIA : après avoir accru la densité du trafic, en rendant impraticable la route du littoral et certaines voies ferrées, le Groupe islamique armé a établi là des maquis, chargés non seulement d'actions militaires mais aussi d'activités administratives. Les " faux barrages " s'efforcent de recenser les propriétaires des véhicules qui transitent par cette voie, afin d'optimiser l'activité d'extorsion de marchandises :

" Ils arrêtent les voitures, camions, autobus... Ils te demandent les papiers. Si tu ne travailles pas pour l'Etat, tu n'as rien à craindre. Sinon, pour les chauffeurs publics, ils prennent ton camion et s'ils te laissent la vie, tu peux dire : « *hamdou lillah* » (Grâce à Dieu). Mais ça dépend des régions aussi : les barrages vers Jijel, ils détruisent les auto-radios, ils disent c'est *haram* la musique, ils te mitraillent ton poste s'ils le voient, mais sinon là aussi, ils sont habillés comme des gendarmes avec le klash, la casquette, tu sais pas que c'est des faux de loin. Jamais ils ne touchent aux camions privés, ils te demandent pour qui tu travailles, d'où tu viens, qui tu livres. Mais ils te prennent la marchandise des fois et ils te disent : « On va dire à ton patron que c'est nous, tu n'as rien à craindre ». Ils font ça tranquillement, la première fois je croyais que j'allais mourir, mais maintenant ça va mieux, quand je les vois sur la route, je suis tranquille " (chauffeur de véhicule de transport privé)⁶.

Le contrôle de cet axe s'est effectué au détriment des maquis du MIA (Mouvement islamique armé)⁷, pourtant installés dans ces régions dès 1992. Des accrochages

⁶ Cet entretien et ceux qui suivent ont été réalisés en Algérie et en France, en 1994 et 1995.

⁷ Le MIA d'Abdelkader Chebouti, défavorable à la participation de l'ex-FIS (mené par A. Hachani) aux élections législatives de décembre 1991, avait manifesté son refus de l'instauration d'un Etat islamique par les urnes, en formant des petits maquis dans l'Atlas blidéen. Principale organisation militaro-religieuse en 1992, le MIA exercera sur une partie de la jeunesse des banlieues d'Alger une véritable fascination. Toutefois, conçu par son fondateur Moustapha Bouyali (assassiné en 1987 par les forces de sécurité) comme une organisation d'élite, le MIA ne parviendra pas à répondre à la volonté d'en découdre avec le régime des victimes de la répression arbitraire menée dès l'annulation des élections, et ces jeunes rejoindront les rangs du GIA. Le MIA connaît depuis 1993 un rétrécissement de son champ d'action dans l'Algérois, au bénéfice du GIA. L'éventualité d'une fusion entre ces deux factions, avancée par des observateurs en 1994, ne semble pas se confirmer ; mais plutôt celle d'un considérable affaiblissement du MIA sous les coups de la Sécurité militaire. Rares sont, depuis 1994, les échos de ses faits d'armes.

avec le GIA, puis des alliances ont eu lieu durant les deux années écoulées. Mais, en 1995, il semble que le GIA détienne le monopole de l'extorsion sur cet axe, ce qui expliquerait en partie l'ascension fulgurante de cette faction. Bien implanté dans l'Algérois et l'Est, le GIA cherche, depuis 1994, à élargir son influence et son contrôle sur les régions de l'Ouest avoisinant l'axe routier Alger/Mascara où se situent les villes de Miliana, Aïn Defla, Chlef. Ces régions sont toutefois des lieux d'implantation de maquis de l'AIS : la lutte pour le monopole de l'extorsion entre ces deux factions se poursuit. Défaite sur le terrain médiatique par le GIA, qui monopolise l'attention, l'AIS, bien que formée de combattants dont le niveau éducatif et la conscience politique sont élevés, est contrainte à la défensive.

Spontanée et désorganisée en 1992-1993, la violence islamiste s'est transformée, sous les coups de la répression, en véritable guérilla, regroupant aussi bien des islamistes révolutionnaires que des révoltés sans projet politique. Les maquisards du GIA et de l'AIS s'efforcent, contrairement aux petits groupes armés auto-proclamés " islamistes " présents dans la banlieue d'Alger, de préserver les ressources de leur environnement. Installés dans des régions montagneuses de l'intérieur du pays, ils se greffent sur les activités économiques locales privées, sans toutefois les détruire ou entraîner leur ruine. Bien au contraire, la destruction des activités économiques publiques compense pour le secteur privé, notamment dans le transport et la distribution, la perte occasionnée par l'extorsion. Ainsi, la raréfaction des véhicules de transport publics sur certains axes routiers et les multiples actes de sabotage des voies ferrées, qui empêchent le chemin de fer de constituer une alternative valable, poussent des sociétés privées à se charger du transport. C'est, paradoxalement, la privatisation des sociétés publiques de transport, processus entamé dès 1986, qui semble, sous la contrainte des agressions des groupes armés, constituer une issue. Plus généralement, le processus de privatisation des entreprises publiques offre les meilleures garanties de sauvegarde de l'appareil économique d'Etat. Privatisées, les ex-entreprises publiques pourront, au lieu d'être purement et simplement détruites, négocier le niveau d'extorsion avec les " émirs " des maquis.

Dans l'Algérois, la privatisation des transports publics constitue une alternative à la destruction des parcs d'autobus par les groupes armés. Ce phénomène a créé une prolifération de compagnies privées de transport en commun depuis 1994. Celles-ci pallient les carences d'autobus sur certaines lignes, notamment celles de la grande banlieue. Leur service n'est pas pour autant plus efficace : les délais d'attente sont toujours aussi longs et les véhicules toujours aussi bondés. Quoi qu'il en soit, l'importation, par des compagnies privées algériennes, d'autobus en provenance de France suscite des réactions contrastées, notamment de la part de commerçants, bien que le nouveau code des importations autorise ces nouvelles pratiques :

" Depuis qu'ils ont libéré le commerce et les importations, ceux qui contrôlaient le secteur public l'abandonnent pour le privé ; c'est plus rentable aujourd'hui. A Alger, un ancien directeur d'entreprise publique a monté depuis un an une société de transports en commun. Il possède au moins trente bus, tous d'occasion, importés de France. Le transport privé, maintenant, c'est le plus rentable. Les moudjahidin, ils brûlent les bus publics, alors il y en a de moins en moins. Le problème pour les pauvres, c'est que les bus privés sont plus chers, deux fois, trois fois plus chers que le ticket des autobus d'Etat. Et en plus tu n'as aucun risque qu'on te le détruise, l'autobus. Le seul pro-

blème, c'est que pour importer des autobus il faut avoir la main longue " (commerçant, spécialisé dans la distribution de viande).

La violence des maquisards islamistes contre les biens publics (transports en commun, entreprises publiques, cimenteries) accélère la privatisation des secteurs les plus touchés⁸. Pour ce commerçant, ce processus est conjoncturel et demeure lié aux bénéfices immédiats qu'il procure. Il considère la privatisation de certains secteurs (hôtellerie, restauration) comme une tactique de neutralisation de la violence par l'achat des " émirs ". Toutefois, la violence contre des secteurs économiques sensibles suscite des effets différents en fonction des régions. Si, dans la Mitidja, on observe un désengagement plus rapide de l'Etat au profit de nouveaux acteurs économiques, c'est en raison de l'intensité de la violence des groupes armés autonomes animés par la recherche de gains immédiats. Dans certaines régions de l'intérieur, les notables locaux remplissent une fonction d'intermédiaire entre l'Etat et les maquisards islamistes. Leur influence croît proportionnellement à l'affaiblissement de l'Etat. En effet, ils possèdent les plus grandes ressources : anciens élus locaux du FLN, commerçants ou petits entrepreneurs, ils possèdent souvent des véhicules de transport et des activités à l'étranger (restaurants, hôtels) aptes à fournir des devises. Ils apparaissent comme de véritables contre-pouvoirs aux *wali* (préfets) des DEC (Délégations communales exécutives), nommés par l'Etat à la suite de la dissolution par décret de 330 mairies gérées par les élus de l'ex-FIS en 1992. Ils sont rarement l'objet de la violence des maquisards, bien qu'ils abhorrent l'ex-FIS et considèrent les " moudjahidin " comme de simples " bandits ". L'exemple de Si Lakhdar illustre ce comportement de notable dans ce conflit qu'il nomme " la Révolution des bâtards " (*thawra awlad haram*), par opposition à la " Révolution de 54 ".

Si Lakhdar, d'une guerre à l'autre

Aux membres de sa famille, comme aux personnes qui lui sont chères, Si Lakhdar distille régulièrement des conseils sur le comportement à tenir au café ou au travail, sur les discussions à éviter et surtout sur les amitiés douteuses. Les victimes de la violence en Algérie depuis 1992 sont pour lui des personnes qui n'ont pas su " tenir leur langue ". Le sérieux et l'attention avec lesquels on l'écoute ne sont pas uniquement dûs au respect qu'inspire son âge, la soixantaine : il les doit avant tout à son expérience d'homme d'action durant la guerre de Libération (1954-62). Chargé par le FLN, dès le déclenchement de l'insurrection en novembre 1954, d'éliminer les " messalistes " et autres opposants en France, Si Lakhdar accomplira sa tâche en banlieue parisienne. De Bondy à Nanterre, il oeuvrera, avec d'autres, la nuit tombée, à l'hégémonie du FLN et à son monopole dans l'extorsion d'argent auprès de la communauté algérienne émigrée. Resté peu loquace sur ces événements du-

⁸ Entre 1993 et 1995, 2 700 actes de sabotage ont été enregistrés, causant des pertes évaluées à 12 milliards de francs. Dans cette perspective, la définition de la violence politique par H.L. Nieberg illustre la situation algérienne : « Des actes de désorganisation, destruction, blessures, dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution, et/ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social », in *Political Violence. The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press, 1969, p. 13.

rant de longues années, Si Lakhdar est devenu, depuis le déclenchement de la lutte que mènent les différents groupes armés islamistes contre le régime, plus généreux des récits de son passé. Parfois amer face à l'absence de reconnaissance pour les missions qu'il a accomplies, il jalouse l'attestation de Moudjahid attribuée par l'Etat aux anciens soldats de l'ALN, qu'il qualifie de "diplôme".

Occultés par l'historiographie officielle, ces affrontements meurtriers⁹ entre organisations concurrentes ont transmis à Si Lakhdar une expérience avec laquelle il appréhende le conflit actuel. Convaincu que les maquisards veulent posséder les biens et les richesses qu'ils n'ont jamais eus, il ne prône aucune opposition à leur pratique d'extorsion :

" Ils s'appellent «moudjahid» mais c'est des bandits, des racistes. Tout ce qu'ils veulent, c'est ton argent. C'est un ramassis de jaloux, d'affamés : ils ont faim de tout ce qu'ils n'ont jamais eu. Ils ne peuvent même plus aller en France pour se civiliser ; alors, ici, ils volent parce qu'ils veulent des voitures, de l'argent, de l'honneur. Il ne faut pas mourir pour ça, il faut leur donner et ils te laissent tranquille ".

De l'argent, des voitures et des biens, Si Lakhdar en a ; la grande différence entre ses actions passées et celles des islamistes armés tient, selon lui, moins à l'extorsion de fonds elle-même qu'à l'absence de mobile politique chez ces derniers. Il les qualifie de "bandits" parce qu'ils ne sont mus que par la recherche de biens matériels et non par un idéal politique, et préfère les satisfaire plutôt que mourir sans cause à défendre. Il reste toutefois conscient qu'un tel comportement peut être préjudiciable à son honneur¹⁰, puisqu'il équivaut à reconnaître la supériorité des "moudjahidin". Si Lakhdar répond ironiquement à ces accusations qu'il n'a pas "le diplôme" d'ancien combattant et que, contrairement à ceux qui l'ont, il ne se sent pas investi d'une mission de protecteur du régime. Il admire néanmoins le courage de ses amis "anciens combattants" qui refusent de remettre leur vieux fusil de chasse et quelques moutons aux maquisards. C'est la fierté qui les guide, mais surtout la rage de voir leur titre de moudjahid dévalorisé par les islamistes. La générosité des récits de Si Lakhdar sur son passé s'explique par sa volonté de démontrer, par ses actions antérieures, qu'il n'est pas un lâche. Mais le régime politique présent ne mérite pas son sacrifice.

Propriétaire d'une dizaine de camions, patron de petites entreprises, il est incontournable pour les maquisards de la région de l'Est. En 1992, lorsque "cheikh" Az-zedine (âgé seulement de 30 ans), militant de l'ex-FIS, se proclame "émir" et, avec une dizaine de "combattants", se réfugie dans le massif de Djemila, Si Lakhdar estime, comme beaucoup, que les forces de sécurité auront rapidement raison de ces

⁹ Benjamin Stora évalue à environ 10 000 morts et 25 000 blessés le nombre de victimes de cette guerre FLN- MNA (Mouvement national algérien fondé par Messali Hadj), en France et en Algérie, de 1954 à 1962 : Histoire de la guerre d'Algérie, Paris, La Découverte, 1993, p. 36.

¹⁰ Jean Leca souligne que les notables dans le monde arabe « sont connus comme ceux qui ont "de la face", un prestige et un honneur tels qu'ils doivent adopter des règles de conduite socialement prescrites sous peine de déroger, de perdre contenance » (« Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe », *International Political Science Review*, n° 4, 1983, p. 10).

contestataires armés. Dans le même temps, dans le village, ainsi que dans les grandes agglomérations du pays, les militants de l'ex-FIS sont arrêtés, les sympathisants sont tenus de déclarer quotidiennement leurs déplacements au commissariat, sous peine d'être accusés d'éventuels assassinats ou autres " atteintes à la sûreté de l'Etat ". L'émir cheikh Azzedine, de même que les sympathisants, seront effectivement neutralisés par les forces de sécurité. Au cours de l'année 1993, les villages de la région connaissent alors une paix relative. Bien que les contrôles de la gendarmerie se multiplient et que les routes commencent à se vider à la nuit tombée, sans même qu'un couvre-feu soit décrété officiellement, nul policier ou gendarme n'est assassiné. Toutefois, la rumeur rapporte la présence de multiples groupes armés dans la région, tandis que les chauffeurs de véhicules de transport informent leurs propriétaires de la présence de " faux barrages ", tenus par des islamistes.

Pour Si Lakhdar, membre du FLN, notable local, *hadj* depuis peu, les islamistes représentent un groupe social en concurrence avec les " voleurs d'Alger " (responsables politico-militaires) pour la possession du *koursi* (le trône, c'est-à-dire le pouvoir). Parmi les propos des responsables de l'ex-FIS, il en est qu'il partage volontiers, comme le comportement prescrit à la femme : " La femme a trois raisons seulement de sortir de chez elle : une fois pour son mariage, une seconde fois pour la mort de son père et une troisième fois pour son enterrement ". Elle n'a pas à travailler et sa mission réside dans l'épanouissement de son foyer familial. Son opposition aux islamistes réside moins dans l'application de la *charia* - sur bien des points il s'en accommoderait - que dans l'usage de la violence entre Algériens comme mode d'enrichissement, qui réactualise des pratiques antérieures, vainement enfouies, perpétrées par des hommes de sa génération.

La guerre que se livrent islamistes et forces de sécurité ne peut, selon lui, s'expliquer autrement que par une telle volonté d'enrichissement personnel. Il en veut pour preuve l'absence de signification du terme même de " djihad " au coeur d'un pays musulman. Ignorant les maîtres de la pensée de l'islamisme contemporain, c'est avec pragmatisme qu'il compose avec les maquisards. Depuis un an, ses camions effectuent sans dommage leur trajet. La perte occasionnée par les détournements de marchandises est compensée par la situation de monopole que lui confère la dégradation des entreprises publiques de distribution. Cet enrichissement involontaire l'amène à tenir des propos extrêmement critiques sur les responsables du régime :

" Ils nous ont amené la guerre en Algérie, et maintenant ils la font payer par les étrangers ! Nos chefs politiques, ce sont des vrais malins : même quand tout va mal, ils arrivent à gagner de l'argent et, en plus, ils voudraient qu'on se sacrifie encore une fois pour eux. Ils n'ont pas fait l'école de France, mais ils en ont dans le cerveau ".

Sans doute un peu honteux de ses transactions informelles avec les maquisards islamistes, il se justifie en accusant les responsables politiques de trouver, eux aussi, une source de revenus dans la violence, grâce aux fonds versés par la communauté internationale¹¹ sous forme de prêts et d'allègements de la dette.

¹¹ Rémy Leveau estime à 40 milliards de francs l'aide économique et financière reçue par l'Algérie en 1994 (« Les pièges de l'aide internationale », Politique internationale, n° 65, automne 1994).

Les petits entrepreneurs, à l'instar de Si Lakhdar, ont fait montre d'une grande capacité d'adaptation face à deux transformations de leurs activités. Le premier bouleversement est occasionné par la professionnalisation de l'armée, entreprise sous le régime de C. Bendjedid (1979-91) dans le but de consolider son autorité, qui se traduit par la reconversion des anciens maquisards de l'ALN dans des activités civiles¹². Un commerçant tel que Si Lakhdar éprouve, à partir de la décennie quatre-vingt, de grandes difficultés à accéder aux produits importés, en raison de la perte de ses relais d'amitiés au sein des administrations douanières. L'incorporation de nouveaux fonctionnaires ruine, en effet, ses réseaux clientélistes tissés durant la guerre de Libération, au profit de nouveaux acteurs économiques. C'est dans la création d'une organisation "trabendiste" que Si Lakhdar trouvera son salut. Seul le contournement des modes d'approvisionnement publics pouvait lui permettre d'exercer ses activités commerciales. Pour pallier l'impossibilité d'obtenir des devises des banques d'Etat, de nombreux entrepreneurs privés s'approvisionneront sur le marché informel des changes parallèles, alimenté par la communauté émigrée. En contrepartie, ces notables faciliteront les demandes d'accès à la propriété ou fourniront les matériaux (non importés) nécessaires à la construction (ciment et fer principalement). Ils investiront aussitôt dans des activités commerciales en France (restaurants, hôtels, dépôts, etc.) afin de s'assurer des rentrées de devises régulières. Cette économie fondée sur le troc a permis à de nombreux émigrés de concrétiser leur projet de "retour au pays" en accédant à la propriété d'une villa¹³. Ainsi approvisionnés en devises, les commerçants et entrepreneurs privés comme Si Lakhdar ont investi dans l'achat de véhicules de transport d'occasion et de petites usines de fabrication de biens de consommation en Algérie. Grâce à leur enrichissement, ils se sont assuré de nouvelles relations dans les administrations. A la fin des années quatre-vingt, les activités commerciales de Si Lakhdar comprenaient des importations de fruits et légumes du Maroc, de meubles d'Egypte, de vêtements de Tunisie et d'Espagne. L'ensemble de ces biens importés était redistribué dans de petits commerces loués à des membres proches ou éloignés de sa famille. Le succès de cette économie informelle faisait oublier la rancoeur contre la sélection pratiquée par les fonctionnaires lors de l'examen des demandes d'autorisations d'importations.

La victoire du FIS aux élections législatives de décembre 1991, l'interruption du processus électoral en janvier 1992 et la violence qui en a découlé ont bouleversé ce mécanisme. Le climat d'insécurité lié à la violence a dissuadé les émigrés algériens d'investir en biens immobiliers ou autres en Algérie, privant partiellement le marché informel de devises, au moment où, paradoxalement, le taux de change est le plus avantageux pour eux. La fermeture des frontières avec le Maroc et l'impossibilité d'obtenir un visa rendent difficiles des séjours d'affaires. Les "trucs" pour contourner l'administration ont été tués par la violence, qui permet à l'Etat de recouvrer

¹² I.W. Zartman, « The military in the politics of succession : Algeria », in J.W. Harbeson (dir.), *The Military in African Politics*, Praeger, 1987, pp. 21-47.

¹³ Au prix de sacrifices considérables car, au début des années quatre-vingt, le taux de change du franc sur le marché informel était de 1 franc pour 1,5 dinar. L'achat d'une maison dans la Mitidja coûtait alors 500 000 dinars, aujourd'hui elle se vend 300 000 dinars avec un taux de change de 1 franc pour 12 dinars au marché noir et 9 dinars au marché officiel !

son autorité et son contrôle sur des circuits informels capables d'alimenter la guérilla islamiste. C'est pourquoi, depuis 1994, la Banque d'Algérie, dans le cadre de la libéralisation progressive du commerce, a mis à la disposition du secteur privé un quota de devises¹⁴. Aux yeux des commerçants du secteur privé, cette attitude redore l'action gouvernementale. Mais, si certains parviennent à trouver un équilibre entre les maquisards islamistes et la libéralisation du commerce, d'autres, et notamment les entrepreneurs privés qui travaillent en joint-venture avec l'Etat, dans la Mitidja en particulier, sont contraints de fuir, afin d'échapper aux menaces des groupes armés.

La "charia express", ou quand le chemin de Dieu mène chez les notables

La "charia express" est l'expression utilisée par Brahim pour désigner la nationale Alger-Constantine. Le passage obligé par Lakhdaria, région où sont implantés des maquis, a fait de cette route un véritable enfer pour les véhicules de son entreprise. Le quadragénaire Brahim était propriétaire d'une cinquantaine de véhicules de transport jusqu'en 1994, date à laquelle il a été obligé de fuir l'Algérie. Sa société de transport, créée une quinzaine d'années auparavant, ne comprenait alors que deux camions achetés d'occasion. A vrai dire un seul était en usage, l'autre servait de "mine" de pièces de rechange. Brahim était son propre patron et transportait principalement du ciment pour un grossiste du Constantinois, chargé de la construction de villas pour émigrés. Un membre de sa famille étant militaire, il entre ensuite en contact avec ce milieu et servira peu à peu de transporteur à de nombreux officiers à la retraite reconvertis dans le commerce et la production de gaufrettes, glaces et autres produits de consommation courante.

Au cours de la décennie quatre-vingt, les "entrepreneurs-militaires"¹⁵ privés ayant édifié leur propre réseau de transport, les entreprises publiques deviendront ses principaux clients. Ses véhicules transportent alors des produits de consommation et des matières premières à destination des unités de production (publiques) construites dans des zones industrielles autour de villes moyennes à l'intérieur du pays. Grâce à des importations massives, il a pu, durant cette période, accroître ses bénéfices et diversifier ses opérations. En 1992, il dispose de cinquante camions, auxquels s'ajoutent des véhicules de transport de particuliers, utilisés lors de fortes commandes. Les exigences conjointes de groupes armés et de maquisards islamistes vont, en deux ans, ruiner son entreprise et le contraindre à l'exil. Les sommes qui lui sont extorquées s'accroissent à un rythme tel que tout espoir d'équilibre financier sera écarté :

" Au début, je n'y ai pas cru, des amis commerçants me parlaient de racket, je croyais que c'étaient des voleurs qui faisaient cela, pour se faire de l'argent. Mais quand j'ai vu des islamistes me réclamer 500 000 dinars, sous la

14 « Pour la première fois depuis l'indépendance, le secteur privé a pu convertir des dinars pour un montant de plus de 2 milliards de dollars », écrit Lyes Si Zoubir (« Le FMI au secours du régime », *Le Monde diplomatique*, mars 1995, p. 7).

15 Sur la formation de cette catégorie sociale, voir page 18.

menace de détruire chaque jour un de mes véhicules, j'ai dû payer, après la destruction complète de deux camions et la disparition d'un troisième. Je croyais être débarrassé d'eux, non, des nouveaux sont venus me demander le double de la somme pendant que mes chauffeurs me remettaient des lettres d'islamistes dans les maquis me réclamant un tiers des produits transportés, sinon ils saisissaient mes véhicules. J'étais dépassé, mes chauffeurs étaient effrayés. Comme je ne savais plus qui payer, j'ai arrêté momentanément ma société, ils sont venus brûler mes véhicules, assassiner deux chauffeurs. Alors j'ai repris quelques commandes et j'ai essayé d'éviter la « *charia express* ». Ça a fonctionné un moment, puis des groupes armés sont venus me réclamer des sommes colossales, alors j'ai tout arrêté, j'ai vendu mes camions à des privés et je suis parti, ils ne voulaient pas que ma société survive ».

Exilé depuis 1994, Brahim tente de comprendre pourquoi sa société a fait l'objet de demandes aussi déraisonnables. Contrairement à certains de ses concurrents, les groupes armés ne lui ont laissé aucune chance de survie. Il n'avait pas voté aux élections législatives de décembre 1991, car il trouvait que les remèdes proposés à la crise « multidimensionnelle » de l'Algérie étaient inadéquats. Seule la venue à la présidence de M. Boudiaf, assassiné en juin 1992, quelques semaines après son investiture, lui sembla un moment susceptible de résoudre les maux de son pays. Toute explication de la persécution qu'il a subie par des motifs politiques est donc selon lui à écarter puisqu'il ne s'est jamais engagé. Avec le recul et le regard plus serein qu'il porte aujourd'hui sur la situation, il explique ainsi la vindicte des groupes armés à son encontre : pour lui, il ne fait aucun doute qu'ils étaient manipulés par des transporteurs concurrents. Cette hypothèse s'accorde, au demeurant, avec sa propre interprétation du conflit. Parallèlement à la guerre que se livrent les maquisards islamistes et les forces de sécurité, des groupes armés en milieu urbain, à la périphérie d'Alger, agiraient soit à leur propre compte, et jusqu'à la ruine de l'entreprise, soit pour des commanditaires occultes. Toutefois leur action, sous couvert de « djihad », peut affaiblir en fait la guérilla islamiste repliée dans les maquis, comme l'illustre le cas de Brahim, contraint à fuir alors même qu'il était disposé à reverser une partie de ses bénéfices aux maquisards.

De fait, les « émirs » d'Alger ont provoqué la fuite des entrepreneurs comme Brahim, au grand dam des structures d'opposition armée comme le GIA et l' AIS qui, à l'intérieur du pays, administrent les ressources locales présentes, grâce auxquelles ils perdurent. Cette différence dans l'usage de la violence annonce que, contrairement aux groupes armés autonomes, la guérilla islamiste, installée dans des régions relativement paisibles, inscrit son opposition dans la durée.

L'implantation de la guérilla islamiste dans des régions où les notables locaux, tel Si Lakhdar, poursuivent leurs activités économiques est la preuve *a contrario*, pour les acteurs économiques d'Alger, que les bandes armées sont manipulées par les « patrons » de l'intérieur. Brahim, comme d'autres, considère que la destruction de sa société sert directement les sociétés de transport de l'intérieur qui occupent aussitôt son créneau d'activité. De telles affirmations, plutôt qu'une lecture raisonnée du conflit, sont un révélateur des préjugés sur certains notables et entrepreneurs de l'intérieur du pays qualifiés, en raison de leur passé trouble dans la guerre de Libé-

ration, de “ caïds ” locaux dépourvus de tout sentiment nationaliste. Leur comportement se compare, en fait, aux notables siciliens du XIX^e siècle face au banditisme organisé¹⁶. Les notables locaux algériens adoptent des stratégies de survie qui ont comme effet (pervers pour le régime) d'alimenter régulièrement la guérilla islamiste. Parallèlement, la destruction de l'appareil économique d'Etat accroît la puissance des acteurs économiques privés, notamment des notables de l'Est qui occupent une place importante dans le domaine des transports, de la distribution et de la production de biens de consommation courante. Si la volonté des maquisards d'affaiblir l'appareil d'Etat est d'ordre tactique, car elle vise sa destruction, leurs motivations et le plaisir qu'ils y prennent s'expliquent non pas par un sentiment de jalousie ou d'envie face aux bénéficiaires de réseaux clientélistes, mais par la fermeture de tout espace d'ascension sociale autre que ceux mis en place par le système politique algérien. Les notables, les commerçants ou entrepreneurs privés sont enviés et sans doute respectés par les maquisards islamistes, en raison de leur réussite sociale bâtie (mais surtout perçue comme) en marge des opportunités d'enrichissement étatique. C'est leur capacité d'initiative, d'endurance et de roublardise qui les rend “ fréquentables ” pour les maquisards. On comprend, dès lors, que l'imaginaire des acteurs économiques issus du secteur privé soit proche de celui des groupes du maquis. L'absence de violence à leur rencontre est, certes, liée chez les islamistes à une volonté tactique de ménager leurs principales ressources. Mais les notables représentent également un modèle de réussite digne de respect.

Meziane, «ancien combattant» au service de l'Etat

Outre la collaboration symbiotique pratiquée par un Si Lakhdar et l'exil d'un Brahim, une troisième attitude existe parmi les personnalités locales : la résistance armée aux islamistes. Meziane, ancien soldat de l'ALN, ami de Si Lakhdar depuis de nombreuses années, n'a pas hésité à servir d'informateur aux “ commandos de chasse ” de l'armée, chargés depuis 1994 de pister et de détruire les maquis d'abord de l'Algérois, puis du Constantinois. Ses cinq années passés dans les maquis durant la guerre de Libération lui ont appris les moindres caches et recoins de certains massifs montagneux. Les intimidations des groupes armés à l'encontre des “ anciens combattants ” ne l'effraient pas, bien au contraire. Il considère que les “ éradicateurs ” ne sont pas assez énergiques et se réfère à l'âge d'or boumediéniste pour critiquer ses successeurs : “ Jamais sous Boumediène cela ne serait arrivé ”. Il estime impossible de diriger un pays comme l'Algérie sans faire preuve de dureté et de force ; seule la crainte est à même d'assurer la stabilité et la sécurité pour tous. Plus que tout, il craint une décomposition de l'Etat algérien. Et pourtant, l'effondrement du régime, s'il ne risquait d'accoucher d'un “ Afghanistan en Algérie ”, ne l'attristerait guère : il considère en effet que les “ faux moudjahidin ” qui ont pris le pouvoir après la mort de H. Boumediène ne récolteraient que ce qu'ils ont semé :

¹⁶ G. Fiume, « Bandits, violence and organization of power in Sicily in the early nineteenth century » in J. A. Davis, P. Ginsborg (dir.), *Society and Politics in the Age of Risorgimento*, Cambridge Press, 1991, pp. 77-84.

“ Les islamistes, comme ils disent, ce sont des enfants abandonnés, ils ne savent pas ce que c'est la terre, ils ignorent comment leurs ancêtres l'ont perdue et comment nous, on la leur a rendue. C'est nous les chefs de l'Algérie. Avant nous, les gens vivaient dans les gourbis avec les animaux, mouraient de faim. Mais les jeunes, ils ne savent rien et ils veulent tout, tout de suite, et nous qu'est ce qu'on devient ? Ils veulent nous jeter comme si on n'était rien : pour eux, on n'est pas des moudjahid. C'est nous qui avons fait le vrai djihad et c'est eux qui s'appellent «moudjahid» ! Mais s'ils n'attendent pas leur tour, ils n'auront rien. Ils veulent ce que l'on a, mais il faut le gagner. Eux, parce qu'ils ont voté, ils croient qu'ils peuvent tout nous prendre ! Pour ça il faudra qu'ils nous tuent tous, sinon jamais ils pourront nous commander ” (ancien ouvrier, rentier d'activités commerciales en France).

Meziane est fier de montrer ses terres, sa maison avec un petit bassin et surtout son terrain de tennis “ pour les enfants ”. Peu après l'indépendance, il émigre en France où il travaille comme manoeuvre puis maçon, pour enfin se lancer, grâce à des opportunités, dans la construction de terrains de tennis. Avec trois ouvriers, il pratiquera pendant des années cette activité, puis s'achètera deux hôtels qui lui assurent, aujourd'hui encore, une rente en devises considérable. De retour dans son village, en Algérie, il achète des terres et mène une vie de petit exploitant jusqu'à la formation de maquis dans sa région, qu'il vit comme une occupation étrangère. Son soutien ouvertement affiché à la politique du régime est perçu par sa famille et ses amis comme une forme de suicide inexplicable.

L'économie du négoce, un débouché professionnel à la “ violence islamiste ” ?

Les activités politico-économiques des maquisards

Les maquis du GIA et de l' AIS sont présents dans l'ensemble des massifs montagneux de l'Algérie. La Kabylie, l'Ouarsenis, l'Atlas blidéen et les Aurès abritent des maquisards qui y trouvent le refuge nécessaire à l'organisation et au perfectionnement du “ djihad ”. Les maquisards affiliés aux deux grandes factions, AIS et GIA, délimitent un territoire précis, où les axes de circulation jouent un rôle majeur. Répartis sur plusieurs collines ou montagnes, reliés par des moyens de communication militaire, ils assurent le contrôle des flux de marchandises, détournent des produits, saisissent des pièces d'identité de voyageurs, s'approprient des véhicules et assassinent les agents publics. Ils constituent un regroupement de “ militants de l'islam ” aux origines sociales, professionnelles et régionales diverses : sympathisants de l'ex-FIS, conscrits et appelés déserteurs, étudiants, suspects en cavale, ils sont présents tant dans le GIA que dans l' AIS. Toutefois, alors que les troupes du premier ont été socialisées par le MIA d'A. Chebouti, celles de l' AIS sont le résultat, après la dissolution du FIS en février 1992, du passage de militants à la lutte armée clandestine. Alors que, jusqu'en 1993, sous les coups de la répression, le GIA puisait une partie de ses ressources en hommes dans le vivier des agglomérations de la Mitidja, des transformations liées à une plus grande professionnalisation de son organisation élargissent sa base sociale et régionale pour rapprocher ses maquisards de ceux de l' AIS.

L'intégration dans un maquis est jalonnée par des rites de passage et des procédures destinées à extraire un individu de son milieu afin de l'immerger dans une organisation. Il était fréquent d'entendre en 1994, dans la banlieue d'Alger, que nombreux étaient les prétendants aux maquis mais que très peu parvenaient à être acceptés. En effet, la crainte d'une infiltration par la Sécurité militaire a entraîné des procédures d'intronisation rigoureuses. Quelques témoignages font apparaître que ces procédures sont de trois ordres. L'assassinat à l'arme blanche d'un *biyar* (indicateur), issu de la localité du candidat, constitue la première épreuve. Accomplie en présence de deux formateurs islamistes, parfois d'anciens amis du candidat, cette première épreuve est censée mesurer son courage. La seconde épreuve doit se dérouler sous le regard de tous, afin d'arracher le futur maquisard à la vie civile. Pour cela, seul l'assassinat d'un policier, d'un gendarme ou de membres de leur famille (femme, enfant, parents) est à même, pour les maquisards, de garantir la sincérité du prétendant. Ces épreuves sont supposées pallier l'absence de maturité politique. Les individus qui choisissent le maquis, en effet, peuvent y être poussés moins par un choix politique que par un mécanisme de " violence préventive "17. Qu'il rejoignent le maquis pour assouvir un désir de vengeance ou par crainte des forces de sécurité, ils attendent de lui une protection. C'est à l'intérieur du maquis, au dire de sympathisants islamistes, que s'élabore le comportement du " moudjahid ". Aux qualités préalablement requises s'agrègent celles qu'il est censé acquérir par l'approfondissement des préceptes du djihad afin d'accéder à une moralité exemplaire.

Les groupes de maquisards sont contraints, d'autre part, de se protéger autant des assauts des " commandos de chasse " de l'armée que des groupes rivaux, qui ne sont jamais bien loin. Les rumeurs que distillent les forces de sécurité sur des infiltrations supposées dans certains groupes sont propices à des règlements de comptes entre factions, après des opérations de l'armée dont le succès fait supposer qu'elles ont bénéficié de complicités à l'intérieur de la guérilla. A cette crainte s'ajoute la lutte pour le monopole de l'extorsion, principal motif d'affrontements entre factions. Le contrôle, par certains groupes, d'axes routiers densément fréquentés par des transports de marchandises peut susciter l'appétit de ceux qui sont confinés au racket de petits douars (villages) dépourvus de riches entrepreneurs ou commerçants.

L'enrichissement de groupes armés d'un maquis permet un accroissement considérable de l'influence de la faction à laquelle il est lié, comme l'illustre la fulgurante ascension du GIA. Initialement composé d'enragés dépourvus de projet et d'organisation révolutionnaire, il a pu créer, grâce à des rentrées d'argent régulières, une logistique plus efficace et donc une meilleure information. Sa politique de communication fondée, au plan extérieur, sur l'assassinat spectaculaire de cibles médiatiques (intellectuels de renom, journalistes, étrangers) et, au plan intérieur, sur l'action militaire plutôt que le discours, lui a assuré l'attention de la presse internationale et l'aura de principal parti d'opposition armée en Algérie. L'accumulation de ressources financières permet, en outre, une connexion avec les marchés informels de devises. Il est envisageable qu'à terme les maquisards soient amenés à pratiquer des taux de change extrêmement favorables afin de se procurer des devises capables de fi-

17 Jean Leca écrit : « La violence peut être pensée originairement non pas comme l'effet de la passion de dominer ou de détruire, mais comme l'effet de la peur d'être dominé ou détruit » (« La "rationalité" de la violence politique », *Cahiers du CEDEJ*, 1994, p. 19).

nancer, à l'étranger, des réseaux de soutien. Les offensives lancées par les forces de sécurité depuis septembre 1994 contre certains maquis ont sans doute pour ambition de briser cette économie de guerre en gestation, bien plus redoutable que les agissements criminels et désordonnés des groupes armés en milieu urbain.

Les groupes armés, des PME en pleine expansion

Parallèlement au GIA, mouvement militaro-islamiste présent sur la scène algérienne depuis 1993, des groupes armés autonomes se sont constitués spontanément, chacun autour d'un "émir", dans les banlieues du grand Alger. Ils sont le produit de la désorganisation sociale et de la politique répressive entreprise de façon systématique dès avril 1993. Le quadrillage des quartiers populaires, les arrestations massives et arbitraires ont insufflé un sentiment de terreur et d'insécurité qui seront à l'origine de ces groupes¹⁸, bandes armées de jeunes gens cherchant à protéger leurs proches et leur personne. L'itinéraire de vie de ces moudjahidin de quartier est à l'opposé de celui des "militants de l'islam" de l'ex-Front islamique du Salut, dissous en février 1992. En effet, alors que les responsables politiques locaux de l'ex-FIS possédaient un bon niveau scolaire, voire universitaire, et des origines sociales aisées (familles de commerçants privés), les jeunes des groupes armés autonomes sont dépourvus de diplômes et sont souvent d'origine populaire. Surnommés "hittistes" (ceux qui tiennent le mur), ces jeunes, alors désœuvrés, se berçaient de musique raï, lorsqu'ils ne se soûlaient pas au "zombreto" (boisson locale à base d'alcool à brûler). Téléspectateurs assidus de films américains, leurs héros, avant de s'appeler Djaffar al-Afghani ou Abdelkader Chebouti, se nommaient Rambo, Bruce Lee et Arnold Schwarzenegger.

L'interruption du processus électoral, en janvier 1992, confère une aura particulière aux partisans du djihad mené par le "liwa" (général) Chebouti qui, dès 1991, a su prédire, avec Ali Benhadj, l'annulation des élections et l'intervention de l'armée en cas de victoire du FIS. C'est pourquoi, en 1993, la violence de ces bandes armées s'effectuait au nom du MIA, alors principal mouvement d'opposition militaire. Supplantés à l'intérieur du pays par l'AIS et le GIA, les groupes en milieu urbain s'auto-proclameront affiliés au GIA, en raison de la spectaculaire percée médiatique de cette organisation radicale et agressive envers les intérêts de la France. Cette allégeance au GIA se traduit parfois par un soutien logistique aux maquisards islamistes à l'oeuvre dans l'agglomération d'Alger. Elle évite surtout à ces groupes des représailles des maquisards, en lutte pour le monopole du "djihad". Toutefois, elle est de pure forme. En réalité, leur activité locale nuit à l'alimentation de la guérilla islamiste parce qu'elle fait fuir les principaux détenteurs de ressources, qui échappent ainsi à l'administration de guerre des maquisards. Les "hittistes" devenus "moudjahidin" se délimitent un territoire imaginaire, sur lequel règnent un "émir" et son escorte d'une quarantaine de jeunes gens¹⁹. Les objectifs politiques de leur "djihad

¹⁸ Luis Martinez, « Les Eucalyptus, banlieue d'Alger dans la guerre civile », in Gilles Kepel (dir.), *Exils et Royaumes*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, pp. 89-104.

¹⁹ Luis Martinez, « L'enivrement de la violence : "djihad" dans la banlieue d'Alger », in Rémy Leveau (dir.), *L'Algérie dans la guerre*, Bruxelles, Complexe, 1995, pp. 39-70.

” prennent alors la forme d’activités où la criminalité économique et la violence sociale tiennent lieu de mode de fonctionnement. Les GIA (*djamaat islamiyya mousallaha*), véritables bandes armées, constituées de jeunes gens issus du même quartier et dont la cohésion et l’homogénéité restent étanches à l’infiltration des forces anti-terroristes, quadrillent et pressurent leur nouveau territoire.

Victimes de la professionnalisation de la guérilla islamiste, les bandes armées ne constituent plus une voie d’insertion automatique dans les maquis. Le vivier de combattants qu’elles représentaient pour les maquisards s’est tari, en dépit de règles rigoureuses d’intégration, en raison de la suspicion jetée sur certains de ses membres²⁰. C’est pourquoi l’engagement dans les rangs des forces de sécurité constitue pour ces jeunes une alternative pour se protéger. Entre temps, les *djamaat* rackettent leur territoire. Les délinquants, en tant que concurrents, sont les premières cibles : ils sont contraints soit de collaborer avec les “ émirs ”, soit de quitter le royaume, sous peine d’élimination physique. D’autre part, la *djamaa* doit protéger ses petits commerçants des autres prédateurs (délinquants, *djamaat* rivales) afin de leur éviter de verser de nouvelles sommes d’argent. En ce sens, les GIA apparaissent comme une police privée, entretenue par des acteurs économiques issus du secteur privé et exposés au désordre et à la violence. Pour ces derniers, il est vital qu’un seul groupe assure le “ djihad ” dans le royaume : ils peuvent, dès lors, faire leurs réclamations (vols de voitures, menaces, rackets) aux “ moudjahidin ” identifiés, et négocier la part de leur budget qu’il leur faudra consacrer à la protection.

La privatisation de la violence a pour conséquence, dans certaines localités, un “ nettoyage social ” au profit d’acteurs économiques jusqu’alors marginalisés. Les petits commerçants et entrepreneurs privés bénéficient de l’effondrement du marché immobilier dans la plaine de la Mitidja, consécutif à l’insécurité. Le rachat de demeures somptueuses à bas prix, ainsi que de terrains constructibles, offre des opportunités qui n’étaient pas à leur portée auparavant. La fuite de catégories sociales détentrices de ressources culturelles (enseignants, médecins, fonctionnaires) appauvrit certes le royaume des “ émirs ”, mais c’est davantage celle des “ entrepreneurs-militaires ”, principal groupe social détenteur de richesses, qui constitue un grand handicap pour l’accumulation de richesses. Les activités socio-économiques des “ émirs ”, dons d’argent à des familles, protection, sont loin de compenser la disparition des services procurés par les “ entrepreneurs-militaires ”, bien qu’elles cherchent à le faire.

Des GIA aux sociétés d’import/export ?

Hypothèses sur quelques itinéraires de reconversion professionnelle

L’avenir des GIA dépendra de leur capacité à se substituer aux “ entrepreneurs-militaires ” en tant que distributeurs de services et d’emplois. La lutte qu’ont entreprise contre eux les forces de sécurité en avril 1993 est un véritable travail de Si-

²⁰ En 1994, pour fuir la répression, des « moudjahidin » de quartier ont rejoint les maquis du GIA. Incapables, semble-t-il, de s’adapter à la discipline de la guérilla, nombre d’entre eux sont retournés en ville et se sont révélés de formidables indicateurs pour les forces de sécurité. Il semble qu’une très grande part des succès obtenus par celles-ci lors d’opérations antiguérillas en 1995 soit attribuable aux informations fournies par ces “repentis”.

syphe, tant le vivier des moudjahidin de quartier semble inépuisable. Le désir de vengeance, la peur de l'arbitraire et surtout le prestige qu'engendrent la détention et la distribution de ressources au sein d'une population appauvrie suscitent des vocations. Si, pourtant, l'hypothèse d'un dépérissement des groupes armés nous semble crédible, elle se fonde sur l'échec provisoire du système de prédation qu'ils ont mis en place plus qu'à une " éradication " réussie par les forces de sécurité. Le succès relatif de ces groupes a, jusqu'ici, tenu au rôle qu'ils jouent dans certaines localités (Les Eucalyptus, Baraki, Chararba, El Harrach, etc.), où, avec les petits commerçants, ils constituent les seuls acteurs économiques. Ils représentent, avec les récentes offres d'emplois proposées par les collectivités publiques locales, comme nous le verrons par la suite, des débouchés professionnels et plus généralement des stocks de monnaie, qu'ils prêtent ou donnent à certaines catégories de la population locale. Les GIA détiennent, grâce à leurs activités économique-criminelles, des ressources financières qu'ils réinjectent dans des zones " urbaines ", où les populations locales voient leur niveau de vie se détériorer en raison de la perte du pouvoir d'achat liée, en partie, à l'application du programme d'ajustement structurel recommandé par le FMI²¹. L'exil des " entrepreneurs-militaires ", dès 1990, vers leur village d'origine ou à l'étranger a supprimé une masse d'emplois de trabendistes qui jusque-là permettaient à des jeunes de faire rentrer de l'argent dans leurs familles. Les GIA ont indirectement compensé ce manque par leur système de prédation ; nouveaux maîtres des lieux, ils tentent de structurer ces espaces urbains, comme l'avaient fait ces anciens soldats de l'ALN devenus, en une décennie, des entrepreneurs.

C'est en effet au cours de la décennie quatre-vingt qu'on assiste à la " dérégulation simultanée du marché politique et du marché économique " ²² ; l'emploi salarié se détériore au profit des activités commerciales informelles²³, qui deviennent un précaire débouché pour les masses de jeunes gens présents sur le marché du travail²⁴. Or c'est au même moment que les premiers maquisards de l'ALN, contraints de quitter l'armée en voie de professionnalisation, se reconvertissent dans des activités commerciales. Certains de ces soldats avaient acquis, dès l'indépendance, des lots de terrain dans ce qui n'était alors que des petits villages coloniaux abandonnés par les propriétaires en 1962, dans la plaine de la Mitidja, aujourd'hui véritable banlieue d'Alger, où prédomine l'habitat informel. Ils s'intègrent dans les conseils d'Assemblée communale populaire (municipalités), alliant ainsi aux avantages de leur

²¹ Dans le bimensuel *La Cause*, tribune des élus de l'ex-FIS, ceux-ci expliquent que « les moudjahidin procèdent à la distribution de denrées alimentaires, d'effets vestimentaires et scolaires et d'argent aux plus démunis, toujours plus nombreux, à ceux que l'accord avec le FMI et la guerre ont jetés dans les ghettos de la misère de plus en plus apparente » (*La Cause* , n° 18, 5 mai 1995, p. 6).

²² Jean Leca, « Etat et société en Algérie », in Basma Kodmani-Darwish (dir.), *Maghreb : les années de transition* , Masson, 1990, p. 32.

²³ C. Bernard, « Fin d'une certaine mobilisation salariale et pluriactivité » et G. Divignaud, « L'économie clandestine au péril du contrat social en Algérie », in C. Bernard (dir.), *Nouvelles logiques marchandes au Maghreb* , Paris, CNRS, 1991.

²⁴ Le taux de chômage était, en 1989, de 60 % pour les 15-19 ans, 31 % pour les 20-24 ans, 18 % pour les 25- 29 ans (*La Situation de l'emploi* en 1989, Alger, Office des statistiques, mars 1991).

situation d'anciens militaires ceux dont jouissent les notables locaux²⁵. Mais c'est surtout grâce à leur activité commerciale qu'ils s'enrichissent au moment où, paradoxalement, les difficultés économiques et sociales du pays se multiplient. Mettant à profit leurs réseaux de relations dans l'armée, ils obtiennent les passe-droits nécessaires à l'accès aux stocks publics, suscitant la jalousie de leurs voisins (plutôt que concurrents) du secteur privé. Nouveaux riches, ils édifient des villas dites de " style Dallas " et constituent pour les jeunes sans emploi les premiers employeurs du commerce informel (trabendo). Au niveau local, les " entrepreneurs-militaires " ont structuré des activités multiples : employeurs de trabendistes munis de devises et de facilités administratives, ils gèrent des flux de marchandises en provenance des quartiers Belsunce à Marseille, Barbès à Paris et d'autres quartiers de Gênes ou de Barcelone. Ils réalisent dans la revente de ces produits des bénéfices exorbitants, en raison du contrôle par l'Etat des importations²⁶. Participant directement à la prise de décision municipale, ils sont en mesure de résoudre les nombreux contentieux entre des propriétaires de logements construits sans permis et les autorités locales. Tout cela faisait de ces " entrepreneurs-militaires " des figures emblématiques des zones " urbaines " de la Mitidja. Leur exil depuis 1991 laisse le champ libre aux " émirs " des GIA, qui s'inspirent parfois du modèle de leur ancien employeur.

Ainsi, le renouvellement des GIA, en dépit de la lutte antiterroriste menée par les forces de sécurité depuis trois ans, s'explique par le système de prédation mis en place par les " émirs " de quartier et par leur capacité à se substituer partiellement aux " entrepreneurs-militaires ", et donc à trouver au sein de la population locale un soutien pour leur " djihad ". Privés de toute activité lucrative par la fuite de leur ancien patron, des ex-trabendistes collaborent avec les " émirs " des GIA, afin de percevoir en retour des dons d'argent nécessaires à leur famille. De même, tout comme leur ancien patron, les " émirs " tentent de rendre des services : les menaces qu'ils adressent au personnel des municipalités (DEC) facilitent la régularisation administrative d'achats illégaux de terrains. Toutefois, l'activité des GIA en milieu urbain ne possède pas la diversité de celle des " entrepreneurs-militaires ", et la structuration de la violence des " émirs " n'est pas à même de restaurer l'ordre patrimonialiste des soldats retraités de l'ALN. En effet, là où règnent des GIA, les infrastructures administratives et publiques ont été dynamitées (mairies, écoles, postes, centraux téléphoniques). Seuls demeurent les postes de gendarmerie et les casernes. Cette situation a eu pour effet la fuite des principaux détenteurs de ressources finan-

²⁵ Ils bénéficient du processus d'« accession à la propriété foncière agricole » et de privatisation des DAS (districts agricoles socialistes), processus entamé en 1983 et accéléré à partir de 1986. Ces terres, comme le souligne J.-C. Brûlé, représentaient un marché juteux en raison de leur « proximité des grandes agglomérations », qui permettait une spéculation fondée sur la transformation de terrains agricoles en zones constructibles. J.-C. Brûlé, « Attentisme et spéculation dans les campagnes algériennes », *Maghreb-Machrek* n°139, 1993, pp. 42-52.

²⁶ On peut supposer à la lecture de Lucile Provost que ces pratiques commerciales informelles constituaient une rente versée par l'Etat à ses anciens soldats, car il eût été difficile de justifier les bénéfices produits par l'économie de rente sous forme de commissions perçues par les responsables politiques et administratifs. Tout comme l'absence de contrôle strict aux frontières durant la décennie quarantevingt peut être lue comme une certaine ouverture à un commerce transfrontalier informel, au bénéfice des notables locaux. En somme, l'économie informelle pouvait viser à endormir d'éventuelles critiques sur certaines pratiques au sein de l'appareil d'Etat. Lucile Provost, « L'économie de rente et ses avatars », *Esprit*, n° 208, 1995, pp. 82-96.

cières et la paupérisation progressive de leur royaume, en dépit de la présence de commerçants et entrepreneurs, minoritaires dans la population locale. Ces derniers forment les principaux donateurs et ne peuvent financer à eux seuls une entreprise comme celle des groupes. Les attaques des GIA sur des banques se raréfient, en raison du recrutement croissant d'agents de sécurité²⁷, extrêmement bien équipés. Il est vrai que les sommes, aussi dérisoires soient-elles, versées par la population locale pour sa " protection " assurent des rentrées régulières. Néanmoins, contrairement aux maquisards islamistes, installés dans des zones paisibles où les acteurs économiques prospèrent, les GIA, après avoir saccagé les ressources de leur environnement, ne peuvent accumuler des richesses considérables. La population locale, qu'ils pressurent et exposent aux représailles des forces de sécurité, peut, en toute hypothèse, accroître la visibilité des GIA aux forces de sécurité (dénonciations), si elle s'estime insatisfaite des successeurs des " entrepreneurs-militaires ".

Toutefois, des faits montrent que les GIA, poussés par l'appauvrissement de leur royaume, essaient de se greffer sur des créneaux lucratifs extérieurs à leur champ d'action. Le marché des voitures volées d'El Harrach, surnommé " Taiwan ", en est un exemple. Des voitures en provenance d'Europe entrent en toute légalité en Algérie, bien que leur origine soit douteuse (les opérations de maquillage de ces véhicules ont eu lieu avant leur entrée en Algérie). A El Harrach, seul marché libre de la capitale, elles se vendent à des clients tels que commerçants privés, officiers, trabendistes parvenus. Les prix semblent pourtant dissuasifs : ils sont calculés selon le taux de change des devises du marché informel (une voiture de 100 000 francs se vend 1 200 000 dinars ! Prix toutefois moins élevé, du fait de l'absence de droits de douane, que ceux du marché officiel). Le marché des voitures volées est, en raison des sommes d'argent qu'il draine, le théâtre d'assassinats répétés à partir de 1994. Des acheteurs, officiers ou gros commerçants, ont été assassinés aussitôt après leur acquisition et leurs véhicules dérobés (ceux-ci n'ayant pas été enregistrés, toute plainte est inutile...). Ces événements annoncent une immixtion de groupes armés dans un marché informel extrêmement organisé et lucratif. Pour les GIA, seule la connexion avec des créneaux rentables et sans risque (drogue, enlèvements, etc.) est à même d'assurer la pérennité de leur système de prédation.

Enfin, c'est sans doute dans la prolifération des sociétés d'import/export, qu'autorise la libéralisation du commerce, que l'hypothèse du dépérissement des GIA en milieu urbain est susceptible de se confirmer. En effet, la criminalité économique des GIA depuis 1993 a vraisemblablement enrichi d'anciens trabendistes, proches des " émirs ". Du fait des succès remportés par les forces de sécurité dans les grandes villes, la survie des membres des GIA s'est réduite à quelques mois. C'est pourquoi les opportunités d'enrichissement rapide qu'offrent les sociétés d'import/export sont à même de faire déboucher la trajectoire des plus brillants d'entre eux dans l'économie du négoce. Mais il est un peu trop tôt pour vérifier cette hypothèse qui, si elle se confirmait, démontrerait que, comme pour les entrepreneurs-militaires, la violence des GIA a représenté un vecteur d'ascension sociale. La possibilité administrative de commercer en toute liberté s'apparente, pour les anciens trabendistes, à une légalisation du commerce informel. Toutefois, contrairement à

²⁷ Le décret exécutif 94/65 du 19 mars 1994 autorise la création d'entreprises privées chargées d'assurer la sécurité et la protection. Le salaire mensuel d'un agent de transport de fonds avoisine les 20 000 dinars, prime de risque incluse, soit cinq fois le smic algérien.

la décennie précédente, cette activité ne nécessite aujourd'hui aucun " patron ", elle assure à ses adeptes proches des GIA un avenir de " businessman ". L'investissement des GIA dans cette activité, plus rentable et moins risquée que le crime, représente une des issues probable et honorable à la violence islamiste. Le recyclage des ressources accumulées pendant le djihad ne signifie pas, toutefois, la rupture des relations avec la guérilla islamiste des maquis. Bien au contraire, les sociétés d'import/export gérées par les GIA sont à même d'alimenter la guérilla en ressources financières, sous forme de dons ou d'impôts, marquant ainsi de nouvelles formes d'allégeance.

Vers une paradoxale consolidation du régime ?

Modernisation de l'appareil répressif

« Maintenant on ira jusqu'au bout. Au début, peut-être, on aurait pu négocier, mais maintenant les communiqués, c'est : « Il faut tuer tous les communistes, jusqu'au dernier ». C'est la guerre totale, sans retour. Je te donne un an et l'Algérie deviendra un Etat islamique, avec la volonté de Dieu » (entretien avec un sympathisant de l'ex-FIS, 1993).

L'état d'esprit des sympathisants et militants de l'ex-FIS, quelques mois après la dissolution de leur parti en février 1992, était à la confiance en une victoire rapide et inévitable de ceux que l'on qualifiait alors d'" islamistes armés ". La période de Chadli Bendjedid à la présidence (1979-1991) s'apparentait à un désordre (*fassad*) porteur inévitablement, selon " la théorie des cycles " ²⁸ d'Ibn Khaldoun, d'un nouvel ordre moral et politique, incarné par le FIS. Elle les avait convaincus, également, que " l'Etat-FLN " ne résisterait pas à l'épreuve des urnes et encore moins à celle des armes. Or, trois ans après l'interruption du processus électoral et la formation d'une guérilla islamiste, certes désunie, force leur est de constater en 1995 que " *Tâghout* est fort, c'est vrai, plus fort que ce qu'on croyait ". Aux communiqués victorieux du MIA en 1992, puis du GIA et de l' AIS en 1993-94, ont succédé des appels à la patience, " une des vertus fondamentales dans l'islam ". Car les appels à " l'insurrection " ²⁹ à la suite de l'annulation du processus électoral en janvier 1992, des électeurs sympathisants de l'ex-FIS, se sont heurtés au paradoxe de l'action collective mis en évidence par M. Olson ³⁰. Les stratégies individuelles des sympathisants is-

²⁸ « L'Etat parcourt, dans la théorie des cycles d'Ibn Khaldoun, un cycle de trois phases : jeunesse, quand les groupes formant l'élite se partagent également le pouvoir, maturité quand l'un des groupes se débarrasse des autres et, fort de ses clients affranchis, monopolise autorité, richesses et hommes, vieillesse quand la *asabiya* (l'esprit de groupe) se dissout, quand la rigueur originelle se perd au milieu du luxe et du raffinement, quand l'Etat devient la propriété des préteurs » (A. Laroui, *Islam et Modernité*, Paris, La Découverte, 1986, p. 115).

²⁹ A. Touati, *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, 263 p.

³⁰ M. Olson, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978, 199 p.

lamistes, animés par un comportement utilitariste (échapper à la mort et trouver les moyens de vivre) ont suscité des engagements paradoxaux et contraires aux intérêts du FIS : formation de groupes armés autonomes, intégration dans un maquis ou dans les rangs des forces de sécurité et, depuis peu, dans l'économie du négoce. Ainsi, à l'insurrection généralisée se sont substituées des stratégies multiples qui ont desservi la cause de l'ex-FIS, qui avait espéré voir se soulever en masse ses trois millions d'électeurs. Elles n'en sont pas pour autant exemptes de violence contre le régime, puisque les dégâts occasionnés aux biens publics, l'exil de nombreux entrepreneurs, cadres et intellectuels³¹ ont affaibli la capacité de fonctionnement des administrations dans certaines localités. Toutefois, le régime est toujours en place, à l'étonnement des électeurs de l'ex-FIS qui, en 1995, se considèrent comme directement menacés par les forces de sécurité, voire par les groupes armés autonomes :

“ Les intellectuels, ils disaient : « Il faut annuler les élections sinon des milliers de démocrates vont fuir en France ». Mais ces mêmes soi-disant intellectuels disent : « Il faut massacrer 100 000 islamistes pour sauver la démocratie », mais en Algérie il y a jamais eu de démocratie, qu'est-ce qu'ils veulent sauver ? C'est incroyable, c'est nous qu'on massacre et personne n'en parle. Personne ne parle des vrais intellectuels que le régime assassine, ceux qui réfléchissaient à l'Etat islamique, l'économie islamique, pourquoi on parle pas de ces intellectuels ? ” (étudiant).

Si la victoire de la guérilla islamiste peut sembler possible, c'est à un horizon lointain. Pendant ce temps, la crainte de la répression s'accroît, avec l'étonnement de voir des militaires jusque-là tenus pour incompetents et un régime donné comme à bout de souffle faire preuve d'efficacité. La résistance des forces de sécurité (armée, police, gendarmerie) aux assauts des maquisards islamistes a suscité une amère surprise. Toutefois, les espérances des sympathisants islamistes en une victoire rapide s'expliquaient aussi par le fait que certaines zones urbaines avaient été localement “ libérées ” par les partisans du djihad en 1992. Le rétrécissement de ces “ espaces libérés ” en milieu urbain, en raison de la modernisation des moyens utilisés par l'armée et d'une plus grande efficacité dans la lutte antiterroriste, a produit, à défaut de l'Etat islamique, les GIA. Si, en 1992, seuls les policiers et gendarmes étaient chargés de rétablir l'ordre, à partir de 1993 se mettent en place des unités antiterroristes et des forces spéciales. Les patrouilles de l'armée réinvestissent les grandes banlieues et les laissent, une fois “ pacifiées ” et vidées de la présence des partisans du djihad, aux unités spéciales chargées de la violence urbaine. Equipées de véhicules neufs, de fabrication japonaise pour les fameux “ ninjas ” et française pour les unités en tenue civile, elles mènent la chasse aux “ émirs ” et autres islamistes.

Ces nouvelles pratiques de lutte “ donnent lieu à des innovations technologiques ”³² non sans effet sur les sympathisants et militants islamistes, comme le montre l'exemple

³¹ Rachid Tlemçani évalue à 10 000 le nombre d'« ingénieurs, managers, médecins, journalistes, artistes, enseignants et imams » qui ont fui à cause du « syndrome de l'égorgement » (« Une approche stratégique de la violence », *Les Cahiers de l'Orient* n° 36-37, 1995, p. 28).

³² Jean-François Bayart souligne que « la guerre a de tout temps été un vecteur de changement social. Elle donne lieu à des innovations technologiques, elle transforme les rapports entre acteurs, elle redistribue la richesse, elle propage de nouvelles mentalités, elle est un instrument de protection et de compétition économique » (« L'invention paradoxale de la modernité », in J.-F. Bayart (dir.), *La Ré-*

de l'informatisation des services de sécurité. Depuis 1994, l'ensemble des casernes, postes de police et de gendarmerie se sont équipés d'ordinateurs. Un fichier des appelés a été constitué, obligeant les jeunes à régulariser leur situation militaire, sous peine, au moindre contrôle policier, d'être suspectés d'appartenance aux GIA. Pour faire fonctionner cet outil informatique, un bureau de recrutement de diplômés s'est ouvert dès 1994. L'utilisation de techniques modernes dans la répression transforme la représentation que se font certains islamistes des responsables politico-militaires :

“ *Subhan Allah* (Gloire à Dieu), il leur a fallu une guerre pour qu'ils se modernisent, ils ont mis des ordinateurs de partout, aux aéroports, dans les mairies, les casernes, les gendarmeries, même dans les véhicules des « ninjas ». Je te jure, j'aurais jamais cru qu'ils soient capables de se servir de l'ordinateur ! ” (vendeur de boisson).

Paradoxalement, cette reconnaissance d'un appareil répressif en voie de modernisation suscite un intérêt égal dans la lutte que se mènent lieutenants de l'armée et émirs. Ces derniers se trouvent depuis peu confrontés à un double défi, celui de se défendre contre des forces de sécurité d'une efficacité croissante et celui de résister à l'attrait qu'elles exercent sur les “ moudjahidin ”. Les véhicules neufs conduits par des agents en tenue de combat qui arborent un “ look américain ” (casquette retournée, lunettes noires) brouillent les modèles d'identification. Entre le “ look ” Gulbuddin Hekmatiyar et celui des héros des séries policières américaines, le choix peut être douloureux, surtout au vu des offres d'emploi inespérées proposées par les DEC désireuses de constituer des polices communales, dont on envisage de porter les effectifs globaux à 50 000 hommes³³. Malmenés par les unités spéciales antiterroristes, les proches des moudjahidin de quartier peuvent être séduits par un salaire fixe et des avantages matériels.

Une politique gouvernementale favorable aux intérêts des petits commerçants privés

Pour certaines catégories de la population, notamment les petits commerçants et entrepreneurs privés, le système douanier, bancaire et les administrations locales se sont améliorés depuis deux ans. Par exemple, il n'est plus nécessaire d'être parrainé pour obtenir un rendez-vous avec un responsable bancaire. Certains ont le sentiment que le secteur privé, méprisé pendant trois décennies, est aujourd'hui valorisé. L'enjeu est de taille pour le régime, car ce secteur est apparu proche des thèses du FIS dans sa phase légale (1989-91). C'est la crainte de voir la guérilla islamiste y trouver de quoi nourrir son budget de guerre qui explique sans doute l'attention que l'administration accorde aujourd'hui à cette population. D'autant plus que les textes

invention du capitalisme, Paris, Karthala, 1994, p. 40).

³³ 15 000 gardes communaux seraient opérationnels, alors que 17 000 gardiens recrutés entre 1993 et 1994 sont chargés de la protection des édifices scolaires, *Liberté*, 2 janvier 1995.

sur la libéralisation du commerce et la privatisation des entreprises publiques semblent faire reposer sur l'économie de marché les espoirs d'un " redémarrage de l'économie ". Conscients d'avoir délaissé les administrations locales, les pouvoirs publics ont entrepris depuis 1992, avec la création des DEC, à la suite de la dissolution des APC gérées par les élus de l'ex-FIS, la restauration de la fonction de *wali* (préfet). Celui-ci est désormais tenu, par ordre du ministère de l'Intérieur, de " recevoir quotidiennement au moins 200 personnes " ³⁴ afin de rétablir le contact avec la population. Il est vrai que le FIS avait obtenu ses meilleurs résultats aux municipales dans des localités où les contentieux avec les autorités locales étaient les plus nombreux. La gestion communale par les notables sur le modèle du chef de douar avait permis aux élus du FIS de dénoncer ce système fermé où seuls des privilégiés voyaient leurs revendications satisfaites. Les *wali*, nommés par le ministre de l'Intérieur, outre leur participation à la lutte contre les GIA, doivent s'occuper du règlement des contentieux sur la propriété des terrains (au grand bénéfice de tous ceux qui achètent de somptueuses demeures construites sans autorisation et vendues à bas prix). D'autre part, depuis 1993, les pouvoirs publics pratiquent une politique d'incitation au retour des immigrés de l'intérieur dans leur village d'origine. Par le biais de primes, de subventions et de dons, l'Etat finance l'acquisition de logements dans les villages de naissance ³⁵. Le *wali* est chargé de sélectionner les demandes. Cette politique vise à restaurer un ordre administratif dans des localités où règne l'habitat spontané. La violence des GIA et des maquisards islamistes contre les DEC s'explique par la volonté de mettre fin à cette immixtion administrative dans les affaires locales.

Toutefois, c'est dans le système bancaire que les commerçants privés trouvent de véritables améliorations. Effrayés par le racket des GIA et les cambriolages des délinquants, ils placent leur argent depuis peu sur des comptes bancaires, mettant fin aux anciennes pratiques de thésaurisation. En effet, ils estiment que, dans une banque, la sécurité est aujourd'hui plus grande que chez eux, d'autant plus qu'ils ont accès depuis peu au marché formel des devises. Car, depuis la lettre d'intention d'appliquer les accords d'ajustement structurel en 1994, le taux de change du dinar n'a cessé de se rapprocher du taux de change sur le marché informel. Dès lors, pour de nombreux détenteurs de dinars, le change dans une banque s'avère intéressant. Le sentiment d'amélioration du système administratif et bancaire est toutefois tempéré par un rejet des relations structurelles qui lient l'Algérie à la France. Pour ces petits commerçants, les maux de l'économie algérienne proviennent de cette relation, à laquelle ils opposent l'alternative, supposée plus efficace, d'échanges avec les Etats-Unis :

" Bien sûr que c'est mieux de faire le commerce avec les Américains, ils aiment la liberté du commerce, ils ne donnent pas d'argent à l'Etat sans raison comme la France le fait. Pour nous c'est mieux l'Amérique, car le blé, le sucre, l'huile, les habits, tout est moins cher là-bas. Je suis allé en Arabie Saoudite pour la *oumra* (visite des Lieux Saints), le franc ça vaut rien là-bas,

³⁴ El Watan, 31 janvier 1994.

³⁵ A titre d'exemple, l'Etat fournit 150 000 dinars pour un logement de 200 000 dinars, sous certaines conditions (situation militaire en règle,...)

alors que le dollar c'est quelque chose. Les produits provenaient d'Amérique, les Saoudiens ils sont respectés par les Américains. Nous on achète tout à la France, même le savon pour se laver, et les Français nous traitent comme des moins que rien. Ils nous aiment pas, pourquoi faire du commerce avec eux ? Le FIS, il avait raison, il faut apprendre l'anglais pour commercer avec les Américains ” (petit commerçant).

Pour ce commerçant, l'influence de l'Arabie Saoudite se mesure non pas à son action ou à sa qualité de représentante de l'islam, mais à l'abondance et à la diversité des produits mis à la vente dans les magasins de ses homologues saoudiens. Certes, depuis 1994, il peut s'approvisionner sans difficulté et réaliser des bénéfices substantiels, tant le niveau des prix s'est élevé en raison de la suppression de son contrôle administratif³⁶. Néanmoins, la critique demeure contre le partenaire français, accusé de couvrir les détournements et autres abus des responsables algériens. Durant l'année 1994, un bateau chargé de 800 tonnes de médicaments importés de France est resté à quai dans le port d'Alger. Les changements intervenus dans l'administration douanière, sous la contrainte de la libéralisation du commerce et de la crainte d'un noyautage de certains services par la guérilla islamiste, se sont traduits par un contrôle plus strict des produits importés. Pour Amir, fabricant de biscuits, ces changements dans l'administration des douanes perturbent les réseaux d'importation classiques, où régnait la fraude avec la complicité de sociétés françaises :

“ Ce bateau de 800 tonnes de médicaments, c'est un exemple que nous donne le gouvernement pour nous dire que ça va changer maintenant. Ces médicaments, ils vont finir à la poubelle, et tu sais pourquoi ? Le fonctionnaire qui est allé les acheter en France, il a acheté le bas de gamme, les moins chers, c'est-à-dire des médicaments qui vont périmer dans l'année, mais les sociétés françaises lui ont facturé le plus cher, en accord avec lui, et à la douane, en Algérie ça ne passe plus. Ils sont surfacturés, ceux qui ont acheté se sont sauvés, les médicaments pourrissent et nous quand on est malade on trouve rien. C'est ça l'Algérie, ceux qui nous gouvernent se moquent de nous, et ceux qui ont fait cette transaction, ils ont gagné des millions en devises, alors on ne les revoit plus ”.

La responsabilité de la situation économique algérienne incombe, pour ces commerçants, autant aux partenaires économiques de l'Algérie qu'aux responsables politico-militaires. D'autre part, l'amabilité avec laquelle ils sont reçus par les directeurs administratifs ou bancaires ne les trompe pas. Les actions gouvernementales en leur faveur sont perçues non pas comme une volonté de favoriser une économie de marché mais comme une réponse à la crainte de les voir s'associer à la guérilla islamiste. Celle-ci, contrairement à d'autres guérillas, ne possède pas d'activités lu-

³⁶ Il est vrai que la libéralisation du contrôle des prix date de la loi de juillet 1989. Toutefois, elle ne concernait alors que les produits industriels. Pour les petits commerçants, S. Goumeziane, ministre chargé du Commerce entre 1989 et 1991, note qu'à cette époque, « parallèlement aux dispositions de la loi, des mesures de contrôle extrêmement strictes s'appliquaient aux petits commerçants » ; il précise aussi : « Les services de contrôle des prix sont davantage préparés à sanctionner les petits commerçants qu'à réprimer sérieusement les réseaux de spéculation » (*Le Mal algérien*, Paris, Fayard, 1994,

cratives qui lui soient propres, seule la greffe sur les activités commerciales est à même de lui fournir les revenus nécessaires à son fonctionnement. C'est pourquoi la privatisation des entreprises publiques, recommandée par le FMI, accroît les revenus des maquisards islamistes, car introduites dans une économie de marché, les entreprises privatisées échapperont aux actes de sabotage des biens publics et devront négocier le prix de leur survie avec la guérilla.

L'investissement dans le " djihad " représentait pour de nombreux sympathisants islamistes, entre 1992 et 1994, une échappatoire illusoire, car de courte durée, à la répression menée par les forces de sécurité dès janvier 1992. Ainsi l'engagement massif dans les maquis de jeunes " hittistes ", au cours de l'année 1993, était en partie la conséquence de la politique de restauration de l'autorité de l'Etat dans la grande agglomération d'Alger. Tout comme l'intégration des " trabendistes " dans les réseaux de soutien aux partisans du djihad était un des effets de l'interruption du commerce informel, liée à l'impossibilité d'obtenir un visa à destination des pays méditerranéens. La rareté des opportunités de gains financiers et la peur liée à l'état de guerre ont suscité des formes d'organisation de survie, comme l'illustrent les groupes armés en milieu urbain.

Toutefois, depuis 1994, des changements profonds affectent les différents protagonistes de cette guerre civile. En premier lieu, la libéralisation du commerce, entreprise à partir d'avril 1994 sous la houlette du FMI, s'avère, pour certains " moudjahidin ", une véritable opportunité de recyclage dans l'import/export des profits et valeurs accumulées pendant le " djihad ", et donc aussi d'ascension sociale fulgurante. L'économie du négoce peut-elle réussir là où les éradicateurs ont échoué ? Certes, le recyclage dans l'économie des profits issus de l'extorsion ne signifierait pas pour autant l'arrêt de la violence ; mais il affaiblirait profondément les ressources humaines des partisans du djihad, en lutte pour l'instauration de l'Etat islamique. Toutefois, ces derniers ne sont pas en reste dans les gains issus des réformes économiques en cours, qui, paradoxalement, concourent à l'enrichissement des maquisards, dont l'économie de guerre trouve dans le secteur privé, privilégié par le régime et le FMI, les fonds nécessaires à son fonctionnement. La guerre civile, trois ans après son déclenchement, s'apparente de plus en plus à un instrument de promotion sociale et d'enrichissement personnels.